

Polémique Barroso : l'UPR dénonce l'insolence d'une caste de dictateurs non élus, acquise aux intérêts américains



De gauche à droite, dans le Bureau Oval de la Maison Blanche (Photo prise le 20 juin 2005) :

- **Javier Solana**, nommé sans élection au poste de Haut représentant pour la Politique "Européenne" de Sécurité Commune,
- **Jean-Claude Juncker**, Premier ministre luxembourgeois, nommé sans élection au poste de président de l'Eurogroupe,
- **George W. Bush**, Président des États-Unis d'Amérique,
- **José Manuel Barroso**, nommé sans élection au poste de président de la Commission européenne.

Dans un entretien à l'*International Herald Tribune* lundi 17 juin 2013, José Manuel Barroso a qualifié de « réactionnaire » la volonté de la France d'exclure l'audiovisuel des négociations relatives à l'établissement d'un

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro-marché transatlantique.~~

Une semaine plus tard, lundi 24 juin 2013, il a indiqué à l'intention d'un ministre français, qui s'était ému de cette attaque, qu'« il faudrait que certains responsables politiques français abandonnent certaines ambiguïtés vis-à-vis de l'Europe et la défendent davantage vis-à-vis du nationalisme, du populisme, voire du chauvinisme ».

Cette violence verbale et ces propos haineux s'expliquent probablement par le souci de José Manuel Barroso de servir avec empressement, comme à son habitude, les intérêts stratégiques du pays qui a fait sa carrière : les États-Unis d'Amérique.

L'UPR rappelle en effet que cet individu, qui fut en 1974 le responsable des étudiants maoïstes, fut repéré et coraqué par [Frank Carlucci](#), ambassadeur américain au Portugal entre 1974 et 1977 et membre éminent de la CIA, dont il a été directeur général adjoint de 1978 à 1981.

Devenu ensuite Premier ministre du Portugal, en 2002, José Manuel Barroso avait alors totalement inféodé son pays aux États-Unis d'Amérique. Il avait notamment soutenu aveuglément le déclenchement de la guerre illégale en Irak. Il était même allé jusqu'à vouloir brader, par une vente de gré à gré en 2003, la société nationale portugaise de pétrole à [Carlyle](#), fonds d'investissement des familles Bush et Ben Laden, dirigé par Frank Carlucci, renvoyant, de cette sorte, l'ascenseur à son mentor.

C'est suite à ce scandale que José Manuel Barroso quitta ses fonctions de chef de gouvernement portugais pour être nommé aux fonctions de Président de la Commission européenne, par simple cooptation et sous pression anglo-américaine.

Les injures proférées par ce collaborateur patenté « du nationalisme, du populisme, et du chauvinisme » atlantistes à l'encontre de responsables politiques français, témoignent de l'insolence croissante de la caste dirigeante européiste.

Non élue, vivant dans un luxe insolent et méprisant le malheur et la misère dans laquelle ses politiques plongent des dizaines de millions de personnes en Europe, cette toute petite classe d'apparatchiks se permet de défier avec mépris la démocratie et la souveraineté des peuples et de traîner dans la boue les responsables politiques nationaux qui lui résistent ou qui, tout du moins, font semblant.

L'Union Populaire Républicaine (UPR) rappelle qu'elle [invite le peuple](#) français à libérer la France de cette tyrannie de plus en plus visible, en faisant sortir la France de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN.